
Gilles Candar

« Esprit démocratique », « esprit scientifique », et naissance de la Société d'histoire de la révolution de 1848

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Gilles Candar, « « Esprit démocratique », « esprit scientifique », et naissance de la Société d'histoire de la révolution de 1848 », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index945.html> ; DOI : 10.4000/rh19.945

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index945.html>

Document généré automatiquement le 03 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Gilles Candar

« Esprit démocratique », « esprit scientifique », et naissance de la Société d'histoire de la révolution de 1848

1 La Société d'histoire de la Révolution de 1848 s'est constituée avec une soixantaine de participants lors de son assemblée générale, tenue le 24 février 1904 en Sorbonne, amphithéâtre Quinet. Son nom, la date et le lieu de sa naissance, ses parents et ses parrains, ne relèvent pas de l'imprévisibilité de l'événement, mais s'inscrivent pleinement dans un double moment, à la fois celui de l'organisation nouvelle des études historiques, qui se dotent alors de revues et de sociétés chargées d'organiser le champ de la recherche¹, et celui de la politique française, marquée par la campagne laïque du Bloc des gauches et par des affrontements avec l'opposition catholique. Née à l'intersection de ces deux moments, la Société a perduré, mais en se transformant comme il se doit, en adaptant ses ambitions initiales aux rapports de forces du monde universitaire et en accompagnant les modifications de la culture politique nées de la dissociation du Bloc.

2

Politique et université

3 Les années 1903 et 1904 qui voient s'ébaucher, puis se formaliser et se réaliser l'idée d'une Société d'histoire vouée à l'étude de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle, sont des années qui entremêlent de manière particulièrement serrée actualité politique et actualité scientifique et universitaire. Après les remous de l'affaire Dreyfus, la France connaît depuis les élections législatives d'avril-mai 1902 une Chambre des députés acquise au Bloc des gauches, qu'emmène le gouvernement Combes et qui a entrepris ce que celui-ci appelle une « campagne laïque ». Campagne laïque restée dans les mémoires, et qui, quoi qu'on puisse en penser ou en dire aujourd'hui, a été sur le moment intensément vécue dans le pays, mobilisant de forts soutiens, comme en témoignent les succès de ses partisans aux élections sénatoriales de 1903 et municipales de 1904, et aboutissant à des résultats importants : fermeture de nombreux ordres monastiques, laïcisation du personnel hospitalier et des salles de justice, interdiction de l'enseignement par des religieux, rupture des relations diplomatiques avec le Vatican, en attendant le vote de la séparation des Églises et de l'État (9 décembre 1905). Le gouvernement comprend des radicaux ou radicaux-socialistes et des républicains laïques, des « modérés » qui ont choisi en 1899 l'alliance à gauche. Dans la majorité parlementaire organisée au sein de la Délégation des gauches figurent aussi les socialistes du Parti socialiste français (1902), celui de Jaurès, membre actif de la Délégation et véritable « ministre de la Parole », mais aussi de Briand, de Viviani et, du moins en 1903, d'Alexandre Millerand, ancien ministre du Commerce, de l'Industrie et des Postes (1899-1902) et ancien directeur de *La Petite République*. L'homme, qui au discours de Saint-Mandé (1896) semblait en mesure de parler en chef parlementaire du socialisme français, occupe précisément une place discrète, mais incontournable, dans le processus de constitution de la Société d'histoire de la révolution de 1848. Quant aux socialistes du Parti socialiste de France (1902), avec Guesde et Vaillant, s'ils soutiennent parfois l'action du gouvernement à la Chambre, ils développent contre lui une propagande active, qui se fonde surtout sur la faiblesse des réalisations sociales et sur la nécessité de combattre l'ordre bourgeois. Cela est bien connu et ce rappel aussi scolaire que sommaire n'a d'autre sens que de solliciter l'évocation des personnalités, épisodes et courants qui en 1903 et 1904 forment la toile de fond devant laquelle émerge notre Société.

4 L'argument de l'actualité est en effet avancé par le premier promoteur de la Société, Georges Renard (1847-1930), lors de son intervention originelle devant la Société d'histoire moderne le 10 mai 1903². Renard propose de constituer une section spéciale de la Société qui se chargerait de l'étude scientifique de la Deuxième République française. Il lui semble nécessaire de

faciliter le travail des chercheurs sur une période (1848-1851) qu'il considère comme marquant la fin « d'un grand mouvement idéaliste » et le commencement « d'un grand mouvement réaliste », au point de départ de toute « la législation industrielle » élaborée depuis et désormais « à bonne distance » pour être regardée et étudiée spécifiquement. Mais il insiste aussi sur tous les échos de la Deuxième République audibles dans l'actualité du printemps 1903 : rôle du socialisme, de l'anarchie, discussions sur la non résistance au mal, retour à la terre, enseignement public, école professionnelle, séparation de l'Église et de l'État, service militaire à deux ans, « rachat » par l'État des compagnies ferroviaires, toutes les questions liées au travail (durée de la journée, bureaux de placement, arbitrage obligatoire, minimum salarial, assurances sociales, repos hebdomadaire, *etc.*), et même, en politique extérieure, l'alliance franco-russe ou la question des États-Unis d'Europe.

5 Le projet de Renard est assez élaboré : il prévoit deux réunions annuelles, cinq groupes de travail, la mise au point d'une bibliographie, d'un recensement des sources (livres, manuscrits et gravures...) et d'un programme de travail. Il envisage d'entendre les « derniers témoins » encore vivants³. Il est soutenu par Ernest Denis, sans doute aussi, mais moins nettement, par Pierre Caron, combattu cependant par Léon Cahen et Henri Lemonnier, président de la Société d'histoire moderne. Ces derniers s'affirment inquiets du risque de fractionnement et jugent suffisante la constitution d'une liste d'adhérents groupés par spécialités. Le bref compte rendu publié par le *Bulletin de la SHM* ne permet pas au reste d'avoir une idée trop précise du débat, si ce n'est que la conclusion en est un report d'application qui a valeur de refus poli. Pourquoi Renard n'a-t-il pas convaincu ses collègues ? Diverses raisons peuvent se cumuler. Tout d'abord, la Société d'Histoire Moderne est de création toute récente (1901), elle peut donc juger prématurée la création de sous-sections alors qu'elle commence à peine à s'organiser. Née dans un milieu dreyfusard et républicain, elle peut estimer néanmoins trop appuyée la manière prise par Renard de se tourner vers les sujets d'actualité. En outre, celui-ci se voit d'évidence très bien en chef d'équipe, c'est du reste un tropisme constant de son attitude, qui se remarque dès qu'on aborde la lecture de ses mémoires et autres documents conservés⁴. Tous les universitaires ne souhaitent pas nécessairement être amenés à lui apporter le fruit de leurs propres recherches. D'autant que son statut le situe un peu en marge de la communauté scientifique, en tout cas à la périphérie du monde intellectuel et universitaire comme du monde politique.

6 Si Georges Renard est en effet normalien (promotion 1867), de la section d'histoire, il n'est pas agrégé, en raison de sa participation à la Commune, comme secrétaire de Rossel, après un engagement de volontaire dans la guerre de 1870. Après la Semaine sanglante, il a vécu en exil en Suisse où il est devenu professeur. Amnistié et revenu en France, il n'a pu reconstruire aussitôt sa carrière interrompue. Professeur à l'école Monge, il préfère repartir en 1887 pour l'université de Lausanne où il enseigne l'histoire de la littérature française jusqu'en 1900. Son parcours professionnel s'avère atypique. Il doit mobiliser ses ressources politiques pour compenser, et finalement sans doute rattraper et dépasser, comme cela peut arriver, le retard pris du fait de sa participation à la Commune et de l'exil. Critique littéraire, il est un homme de presse et un homme de revues, un politique aussi⁵. Directeur de *La Revue socialiste* de 1894 à 1898, collaborateur de *La Petite République* de Millerand et de *La Lanterne* de Viviani, auteur de nombreux ouvrages de doctrines, c'est un intellectuel renommé. Il aspire à jouer un rôle, à exercer au moins une magistrature d'influence au sein du socialisme français. Il aurait voulu être l'ami de Jean Jaurès, il n'y parvient que partiellement, plus reconnu, sollicité en tout cas, par la famille de Jaurès, sa femme ou son frère, que par le député de Carmaux lui-même, qui, selon le mot malicieux attribué à Anatole France, « comme les prêtres, n'a pas d'amitiés particulières ». Il est aussi et surtout l'ami (ceci explique peut-être cela ?) de Millerand qui ne lui ménage pas son soutien. Il devient ainsi en 1900 professeur au Conservatoire national des arts et métiers, sur une chaire financée par le Conseil municipal de Paris, donc en mobilisant pour l'essentiel des appuis politiques, avant le basculement de la majorité municipale. Quelques années plus tard, en 1907, après les événements présentés ici, il est élu au Collège de France, selon lui afin de libérer sa première chaire des Arts et métiers en

faveur d'Eugène Fournière, alors et depuis 1902 directeur de *La Revue Socialiste* et dépourvu de mandat parlementaire. Les circonstances de sa candidature, relatées par lui-même, valent la peine d'être citées et éclairent la solidité de sa relation amicale avec Millerand : « Un jour que Millerand dînait chez nous [...] il me prit à part dans mon cabinet de travail et me dit : cela vous agréerait-il de devenir professeur au Collège de France ? »⁶. Renard ajoute tout de même sobrement : « la chose ne se fit pas sans difficultés ». Le soutien de l'administrateur du Collège, Émile Levasseur, professeur de géographie, histoire et statistiques économiques, qui avait bien connu les événements de 1848 (né en 1828, il travaille jusqu'à sa mort, en 1911), semble avoir été décisif. Cette intervention politique, sans être usuelle, n'est pas absolument isolée au Collège, mais elle confirme qu'au début du siècle Renard fait figure de personnalité politique, assez mondaine même, plus sans doute qu'universitaire. Ce qui peut expliquer aussi les sourdes réserves qu'il rencontre auprès de certains collègues de la Société d'histoire moderne.

7 Sa position ne peut en tout cas correspondre sans difficulté avec les besoins exprimés par une profession en voie d'organisation. L'histoire universitaire, qui dispose désormais de sa charte de référence, avec l'*Introduction aux études historiques* de Seignobos et Langlois (1898), d'une licence spécifique et d'un diplôme d'études supérieures, de revues, telle la *Revue historique* de Monod, est elle-même en pleine phase de controverses. La Société d'histoire moderne vit d'ailleurs en 1903 des moments difficiles, traversée de tensions sur la définition du métier et sur la part que l'engagement politique et social peut ou doit occuper. Ces tensions vont même jusqu'à la crise, qui affleure aux deux extrémités de l'année. Le 3 janvier, lors d'une précédente réunion de la SHM, François Simiand a lancé la discussion sur la méthode en histoire et en sciences sociales, se fondant sur l'analyse des ouvrages récemment parus de Charles Seignobos et de Paul Lacombe. La toute jeune *Revue de synthèse historique*, fondée par Henri Berr en 1900, a prolongé le débat, devenu aujourd'hui une référence canonique de la profession⁷. En décembre, le problème est d'un autre ordre. Le bureau tout entier de la Société d'histoire moderne démissionne à la suite de difficultés rencontrées à s'accorder sur les critères d'adhésion. La SHM entend en effet rassembler tous les historiens unis par une communauté d'esprit républicain, fondée sur la recherche d'explications « rationnelles ». Elle se demande en pratique jusqu'à quel point elle peut admettre des « bonnes volontés » d'historiens catholiques. Ces deux moments de tensions laissent donc penser que la proposition de Georges Renard, en mai, ne tombait pas non plus dans un moment de parfaite sérénité, ce qui ajouté aux raisons évoquées précédemment, ne facilitait pas ses chances de rencontrer un accueil favorable.

8 Renard indiqua lui-même en 1904 que son projet serait resté à l'état de « rêve » s'il n'avait été repris par Henry Michel (1857-1904). Dès la lecture du compte rendu de la réunion publié par le *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne*, en tout cas très vite, le 16 juin 1903, Michel écrit en effet à Renard⁸. Lui aussi est à la périphérie, à l'intersection du milieu politique et académique. Normalien, camarade de Jaurès avec qui il est resté en bons termes, disciple de Renouvier, il a suivi une carrière remarquable de journaliste au *Temps*, mais aussi d'essayiste et d'érudit⁹, avant de revenir à l'enseignement en 1899 comme chargé de cours à la Sorbonne. C'est un philosophe devenu historien, un peu comme Jaurès, alors que Renard se présente comme un historien devenu un littéraire. Selon la formule consacrée et presque usée, en politique, il est un républicain modéré qui n'est pas modérément républicain. Il emploie d'ailleurs dans sa correspondance avec Renard un vocabulaire assez militant, déclarant ne pas vouloir « laisser faire et laisser passer les réactionnaires et les cléricaux » qui « s'emparent de l'opinion en la faussant ». Lui-même travaille alors sur la loi Falloux et dit aspirer à une histoire savante et objective de cette période. Il propose à Renard de constituer un centre de recherches de la « 2^e Révolution » avec « le concours des jeunes qui travaillent sur cette période », à l'École normale ou à la Sorbonne. Au lieu d'une section spécifique, il fait le choix d'une société distincte, comme la Société d'histoire de la Révolution française qui existe depuis 1881 et que dirige désormais Aulard¹⁰, dotée d'un bulletin dont il escompte qu'il deviendra revue et où écriraient « de libres esprits démocratiques et socialistes ». Dans une deuxième longue lettre, datée du 8 juillet 1903, il suggère d'ailleurs de reprendre les mêmes statuts que ceux de la Société de la Révolution française¹¹. L'idée de constituer des sociétés spécifiques est du reste

dans l'air du temps et correspond à une volonté d'organiser le travail par spécialités. Au même moment ou presque apparaissent la Société des études rabelaisiennes (1903) ou la Société Jean-Jacques Rousseau (1904), encouragées par les exemples allemands (Gœthe Gesellschaft) et britanniques (Shakespeare Society).

« Une mesure délicate »

- 9 Le choix de Michel n'est pas seulement celui d'un champ d'investigation. Il est également porteur d'une forte ambition intellectuelle. On le voit soucieux d'éviter les dérives d'une approche trop militante : « il faudrait surtout que l'entreprise ait un caractère scientifique très accusé, sans cependant tenir à l'écart les bonnes volontés qui pourraient s'offrir dans le Parlement, par exemple. Il y a là une mesure délicate à fixer. Mais quelle est la tentative qui ne comporte pas ses difficultés ? », écrit-il dans sa première lettre. Il insiste dans la seconde : « La principale difficulté me paraît être de fixer la mesure dans laquelle les membres du Parlement auraient accès à la Société. Pour donner l'impression d'une société scientifique, il faut éviter d'être ou de paraître submergé par l'élément politique ». Il ajoute toutefois aussitôt : « D'autre part, au point de vue de la propagande d'idées, et aussi, à un point de vue très réaliste, de quelques subventions à obtenir dans l'avenir, il est utile de ne pas exclure les parlementaires ».
- 10 Henry Michel et Georges Renard, « les deux pères de la Société »¹², décident donc de constituer une société autonome, en associant à un comité d'initiative¹³ constitué par eux les représentants officiels de la Société d'Histoire Moderne (Caron), dont ils sont en quelque sorte un « rameau détaché » pour reprendre une expression utilisée par Renard en 1929, et de la Société d'Histoire de la Révolution Française (Aulard), qui sert de modèle. Camille Bloch représente en quelque sorte les deux Sociétés, puisqu'il siège constamment au bureau de la SHM et qu'il est, selon Renard, le « séide »¹⁴ d'Aulard. L'appel initial peut facilement concilier les deux aspects, politique et scientifique, de la recherche escomptée. Il s'agit « d'organiser scientifiquement le labeur historique devenu possible sur une période défigurée par une foule de légendes, travailler à reprendre les idées de 1848, considérées comme le développement naturel et logique des idées de la Révolution ». Cette synthèse se retrouve dans les statuts de l'association : « Article 1 - Il est institué une Société d'histoire de la Révolution de 1848. Article 2 - L'objet de la Société est de grouper les personnes qui en tous pays s'intéressent dans un esprit démocratique à l'histoire de la Deuxième République »¹⁵.
- 11 La direction est clairement dyarchique : Renard est responsable du bulletin, qui doit devenir revue, Michel secrétaire général. Ils représentent deux sensibilités politiques voisines et complémentaires : un socialiste modéré partisan de la collaboration gouvernementale, d'alliances parlementaires, et un républicain laïque, à la recherche de l'équilibre entre individualité et solidarité. Ce sont deux partisans du Bloc des gauches, deux normaliens universitaires fortement liés à la vie de la presse et de la politique. Ils ont choisi pour l'assemblée générale un lieu emblématique : l'amphithéâtre Quinet, qui honore un savant républicain et anticlérical dont Michel aurait souhaité faire entrer les cendres au Panthéon à l'occasion du centenaire de sa naissance, célébré au début de l'année¹⁶. Le bureau qui entoure les deux pères de la Société semble destiné à une fonction plutôt symbolique : le premier président est Adolphe Carnot, par ailleurs président de l'Alliance républicaine démocratique et représentant d'une des plus illustres et incontestables familles républicaines¹⁷. Georges Renard ne cache pas dans ses souvenirs les qualités qu'il apprécie chez un président en prenant comme exemple Carnot, « à la parole discrète, au maintien modeste et à la bonne grâce inaltérable »¹⁸. D'ailleurs il est prévu que le bureau ne soit pas rééligible immédiatement et on ne peut s'empêcher de penser que cette disposition est aussi destinée à assurer les coudées franches à Renard et Michel, préservés de cette rotation. Deux autres hommes politiques sont vice-présidents : le socialiste Millerand et le radical Maurice Faure, aux côtés d'Aulard, universitaire très politique et représentant donc de la Société d'histoire de la « première » Révolution. Pierre Caron est secrétaire adjoint et Camille Bloch trésorier.
- 12 Un comité directeur de 32 membres est élu, mais il ne semble pas avoir joué vraiment de rôle autre que de prestige et de figuration, alliant personnalités politiques (Augagneur, Léon

Bourgeois, Deschanel, Dubost, Jaurès, Millerand...), universitaires (Aulard, Charléty, Charles Gide, Lacombe, Sagnac, Seignobos...) et littéraires (Descaves, Anatole France, Geffroy...). Les effectifs annoncés (250 adhérents) encore qu'assez modestes, réunis en quelques mois, témoignent que le projet de Société a reçu un bon accueil. Tout est donc réglé, mais les difficultés vont, évidemment, survenir dès que la bonne mesure entre activité scientifique et activité militante devra se vérifier dans les faits et non plus dans les déclarations de principe. L'agent, certainement involontaire, de la crise est l'écrivain et critique d'art Gustave Geffroy, une personnalité de premier plan du milieu littéraire et artistique de la gauche républicaine. Il donne en effet au bulletin un long chapitre sur les événements de juin 1848 à Paris retranché de son gros livre consacré à Blanqui, *L'Enfermé*. Une aubaine pour Georges Renard, très fier de cette collaboration prestigieuse, et qui entreprend de la faire paraître dans le bulletin, étalée sur plusieurs livraisons. En revanche, pour Michel comme pour Caron, cette étude pose problème car elle ne répond pas aux critères d'un travail scientifique. Plus tard, rédigeant ses souvenirs, Renard reviendra sur cet incident et justifiera sa position : « dès le début s'affrontent deux façons de concevoir et d'écrire l'histoire : l'une, germanique d'origine, noyant le texte dans les notes, supprimant la vie, l'élan, la flamme, réclamant plus de patience que de talent ; l'autre, de tradition française, estimant qu'il n'est pas indispensable de rendre la vérité maussade, d'ennuyer et d'écraser le lecteur, et osant affirmer qu'un historien peut être un écrivain et un artiste en son genre ». Les caractérisations nationales tiennent évidemment beaucoup au fait que Renard écrit ces lignes après 1914. Quelques années auparavant, le désaccord opposait plutôt Caron, homme des archives, et Michel, rompu aux exigences de la Sorbonne, à un Renard, savant et érudit, mais resté davantage à l'écart des nouvelles exigences du travail universitaire. En tout cas, la conciliation entre « l'esprit démocratique » et « l'esprit scientifique » ne va pas de soi dès que le travail concret est engagé. La difficulté se résout vite toutefois. La tradition « française » l'emporte, faute d'adversaire... puisque Michel, depuis longtemps malade, meurt à l'âge de 47 ans en décembre 1904¹⁹. Mais ce choix, désormais assumé et indiscuté, va peser sur l'évolution de la Société qui va développer une sociabilité mondaine aux marges du monde académique et politique, au détriment sans doute d'une pleine reconnaissance académique et universitaire.

13 L'orientation adoptée explique peut-être en effet au moins une partie des relations difficiles de la Société de 1848 avec ses consœurs. Bien qu'associé, vice-président fondateur, Aulard continue à traiter les sujets relatifs à tout le XIX^e siècle dans *La Révolution française*, publiée par la Société d'histoire de la Révolution française, et le Comité d'histoire économique de la Révolution française, dite « commission Jaurès », mis sur pied en 1903²⁰, n'intègre pas non plus Georges Renard à ses équipes, au grand désappointement de celui-ci. Il n'y a pas de commune mesure entre les reconnaissances académiques de ces diverses associations : ainsi, la commission Jaurès est dotée d'une subvention de 60 000 francs par le ministère de l'Instruction publique, soit 120 fois le montant de celle attribuée à la Société de 1848. Celle-ci parvient à faire doubler sa subvention et à obtenir 1 000 francs en 1912, grâce à l'appui de son président, l'ancien ministre Maurice Faure, réduisant l'écart, mais sans pouvoir prétendre à une quelconque équivalence. La Société d'histoire moderne quant à elle rechigne à publier les Procès Verbaux du Comité de la Constitution de 1848... puisqu'aussi bien existe désormais une association spécifique. La Société de 1848 doit se contenter des signes de reconnaissance civique qui lui sont accordées : outre la subvention ministérielle déjà évoquée, elle est aidée par le conseil municipal de Paris grâce à Paul Fleuret et par le conseil général de la Seine grâce à Léopold Bellan : le « réseau » Georges Renard fonctionne alors sans problème.

14 Au sein de la Société, Michel disparu, Georges Renard est désormais seul maître à bord. Outre la responsabilité du bulletin, il assume un temps — jusqu'en 1907 — celle du secrétariat, remplaçant son cofondateur. Son successeur lui restera somme toute subordonné : il s'agit d'Henry Moysset (de 1907 à 1921, après avoir été secrétaire adjoint de 1905 à 1907), éditeur des *Œuvres* de Proudhon, qui se fera ensuite connaître par sa carrière intellectuelle et politique. Proche de Tardieu, il deviendra ministre du maréchal Pétain au temps de l'amiral Darlan. Selon Renard, il disparut un jour « sans explication » de la Société de 1848. Renard est

aussi aidé par des secrétaires de rédaction pour le bulletin : avant guerre Georges Goineau, normalien philosophe, puis André Lebey, qui a le souci de l'iconographie et introduit en couverture du bulletin l'effigie de Marianne, enfin Victor Chazelas, « vigoureux et affectueux limousin »²¹ ... Après guerre, le secrétariat de la Société est assumé de 1922 à 1940 par Paul Raphaël, « fils de banquier », indique Georges Renard, celui de la rédaction du bulletin tour à tour par Gérard Strauss (1922-1924), Gabriel Perreux (1925), A.-M. Gossez (1925-1940). La trésorerie, occupée par Camille Bloch de 1904 à 1917, est confiée en 1918 à Adam-Flocon, petit-neveu de Ferdinand Flocon, qui s'en charge jusqu'en 1930. Personnalités diverses, et parfois fortes, mais qui ne sont pas en état dans leurs fonctions, ni même désireux, de disputer la prééminence à Renard, responsable direct de la Société et de ses publications pendant vingt-cinq ans. Les effectifs annoncés semblent stables, de l'ordre de 250 à 300 sociétaires et abonnés, avec une vingtaine de présents aux diverses assemblées générales, un peu moins après guerre (ainsi, 14 en 1927, 18 en 1928, 17 en 1929). Le bulletin, *La Révolution de 1848 et les Révolutions du XIX^e siècle*, paraît régulièrement. Il s'étoffe et acquiert vite les caractéristiques extérieures ainsi que la densité de contenu d'une revue. Georges Renard estima lui-même que le travail de la Société permit alors deux acquis essentiels de connaissance, portant sur les répercussions internationales de la Révolution et sur la diversité des situations en province, ce qu'une étude approfondie des articles publiés permettrait sans doute de vérifier et de compléter.

Les avatars de l'esprit démocratique

- 15 Socialement, politiquement, la Société d'histoire de la révolution de 1848 opère un glissement progressif. De « démocratique », son esprit évolue vers le « républicain », voire « l'institutionnel ». Ainsi, Georges Renard prend dès avril 1904 l'habitude de demander au président de la République en exercice de bien vouloir être président d'honneur : Armand Fallières accepte, et son exemple est suivi par tous les présidents de la Troisième République, Poincaré, Deschanel, Millerand, Doumergue et Lebrun, à la seule exception de Doumer, faute de temps pour accomplir la démarche officielle prévue par l'assemblée générale. Les présidents de la Société, qui ne doivent rester en fonctions que deux années, sont le plus souvent des universitaires chevronnés, comme Émile Levasseur (1906-1907), qui patronne la candidature de Renard au Collège de France, Ernest Denis (1910-1911), professeur à la Sorbonne et spécialiste de l'Europe centrale, lui aussi ami de Renard, Ferdinand Dreyfus (1908-1909), historien de l'assistance publique sous la Deuxième République, ou encore Hippolyte Monin (1914-1915), biographe du député proscrit Désiré Bancel et historien du grand XIX^e siècle. Il peut parfois s'agir de personnalités politiques, indiscutables républicains, mais qui ne se situent pas très à gauche dans le débat public. Adolphe Carnot, qui dispose de toutes les qualités idoines pour la fonction, est donc le premier (1904-1906) et conserve ensuite une présidence d'honneur. Ce grand chimiste, directeur de l'École nationale des mines et membre de l'Académie des sciences, dispose aussi d'une entière légitimité académique. Le second président « politique » est en 1912-1913 Maurice Faure, sénateur radical de la Drôme, maire de Saillans, apparenté à Barnave et fils d'un proscrit rebelle au coup d'État du 2 décembre. Il avait remplacé Viviani comme ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (30 novembre 1910-27 février 1911), après le discours fameux de Briand sur « le recours possible à l'illégalité » qui suivit la réquisition des cheminots en grève. Un homme de gauche donc, au passé républicain indiscutable, mais aux choix présents en rupture avec les socialistes et même une part de la gauche radicale-socialiste. La guerre suspend les activités de recherche, et après le décès d'Hippolyte Monin, à un âge encore assez jeune (61 ans), c'est sans doute par commodité que la présidence est à nouveau confiée à Adolphe Carnot, qui la conserve jusqu'à sa mort, la règle du mandat bisannuel étant supprimée (1916-1920). Émile Bourgeois, universitaire et sénateur modéré, doté donc des deux qualités possibles pour la fonction, préside de 1921 à 1925, avant Charles Schmidt (1925-1927), directeur des Archives, beau-frère de Charles Andler, qui appartient à la même mouvance que Georges Renard (Andler et Renard sont tous deux membres du comité directeur du parti socialiste français) et enfin

Justin Godart (1871-1956), juriste et historien, ancien ministre et sénateur radical-socialiste du Rhône ²².

16 Ces présidents remplissent leurs fonctions : ils prononcent des allocutions éloquentes, saluant la République de 1848, qui à la fois a montré la voie à la Troisième République par les principes proclamés et a servi de leçon par ses erreurs : il faut donc se refuser à toute faiblesse face aux ennemis de la loi républicaine. Ces allocutions s'insèrent dans une sociabilité qui unit les souvenirs et l'actualité du combat républicain : à partir de 1907 sont en effet organisés des banquets à l'issue de l'assemblée générale, d'abord au *Café Voltaire*, puis *Aux Sergents de la Rochelle* près de la Bastille ²³. On peut supposer qu'outre la qualité, la commodité ou les prix pratiqués, l'onomastique a eu aussi son importance dans le choix des établissements. Cette sociabilité se déploie donc après la réunion officielle et permet ainsi d'accueillir plus largement une présence féminine. Louise Renard organise les agapes et leurs suites, chansons ou saynètes accompagnées au piano. Georges Renard indique d'ailleurs que la Société a toujours tenu à compter une femme dans son bureau, même s'il s'agit d'une présence surtout symbolique et quasi-décorative : Madame Paul Bert, « « auréolée de ses cheveux blancs et de son nom dignement porté », Madame Émile Zola, Madame Paul Deschanel ²⁴ ... Cette sociabilité de banquet ne survit pas à la déclaration de guerre, malgré des essais pour la relancer à la fin des années 1920 (1929 et 1930). Le *Café Voltaire* reviendra dans la chronique de la Société lorsque celle-ci devra renoncer à l'amphithéâtre Quinet ²⁵, devenu payant en 1932, à la suite sans doute à la fois de l'affaiblissement de la Société après la mort de son fondateur Georges Renard, mais aussi du recul d'une culture républicaine jugée désormais un peu désuète et des difficultés financières de la période. Le banquet est alors remplacé par un simple thé place de l'Odéon. De toute façon, si la Société perdure après 1914, elle ne retrouve pas son audience d'avant-guerre, et quelque peu vieillie, cherche plutôt à prolonger son existence, jusqu'à ce qu'intervienne sa première relance au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

17 Très vite donc, la Société montre qu'elle considère bien la Troisième République comme l'héritière légitime de la révolution de 1848. Les éventuels porteurs d'idées ou d'attitude qui marqueraient une opposition, ou même une distance, sont de toute façon rares. Jaurès maintient son adhésion, mais il ne semble pas assister aux réunions. Parmi les sociétaires, on relève la présence de quelques socialistes venus à la politique depuis longtemps déjà (Lucien Herr, Léon Blum...) ou membres de ces réseaux « normaliens » que cherche fédérer avant guerre Albert Thomas (Hubert et Georges Bourgin). Mais la Société ne semble pas attirer d'autres représentants des jeunes générations, du moins à l'extrême gauche, sa sociabilité plus républicaine que révolutionnaire n'y contribuant sans doute pas. Peut-on reprocher à Georges Renard de ne pas avoir recruté dans des milieux qui n'étaient pas les siens ? Les circonstances l'ayant amené à se retrouver seul à la tête de la Société, il n'a sans doute pas voulu partager le mince pouvoir dont il disposait, mais il a réussi à maintenir une association malgré tout vivante et active. Avant 1914, Renard est certainement toujours socialiste d'esprit, mais hors de la SFIO, et, même si sur le plan personnel lui et sa femme sont toujours en relations avec les Jaurès, sa fidélité à Millerand le place dans une position au moins inconfortable au sein de sa famille politique. Son ancien secrétaire de rédaction André Lebey, qui ne se situe pourtant pas à l'extrême gauche du parti socialiste et assiste Fournière à *La Revue socialiste* (1910) ²⁶, se brouille avec lui à cause de ses relations maintenues avec Millerand. Sans doute tous les liens entre les socialistes et l'animateur de la Société de 1848 ne sont-ils pas rompus. Georges Renard publie en 1906 son *Histoire de la Seconde République* ²⁷ dans l'*Histoire socialiste de la France contemporaine* dirigée par Jean Jaurès, volume à l'origine confié à Millerand, ce qui avait au reste alors quelque peu vexé Renard, assez amer d'être laissé de côté. Fournière, toujours ami de Renard et membre de la Société, lui aussi hors de la SFIO, maintient plus de contacts et d'amitiés dans le parti. Les rapports s'améliorent officiellement lorsque tous deux, anciens directeurs de *La Revue socialiste*, cautionnent sa reprise par Albert Thomas. La revue publie ainsi en 1911 le discours de Renard prononcé devant la tombe de Léon Walras (7 janvier 1910). Mais ce n'est pas la pleine, parfaite et chaleureuse confiance mutuelle et il n'est pas incompréhensible que le recrutement de la Société de 1848 auprès des jeunes générations

d'intellectuels socialistes s'en soit senti. En même temps, sur le front universitaire et des sociétés savantes, les relations semblent apaisées, du moins en apparence puisque participent au banquet des représentants de la Société d'histoire de la Révolution française, de la Société d'histoire moderne, de la Société d'études robespierristes (1907), et même après 1912 de la Société d'études napoléoniennes.

18 Il n'est guère surprenant de toute façon que dans un cercle assez réduit le poids de la personnalité soit si important. La disparition prématurée d'Henry Michel a laissé une place entière aux choix de Georges Renard. Ceux-ci ont contribué à faire de la Société d'histoire de la révolution de 1848 une association un peu décalée dans le paysage académique des sociétés savantes, très liée au monde des notabilités républicaines, plutôt ancrée dans une mouvance de centre gauche laïque. Cet écart avec les tendances dominantes du monde universitaire à l'autonomie et au respect de règles ou de signes propres, a pu comporter aussi quelques avantages. Il a sans doute permis à la Société de 1848 de continuer ses activités dans une liberté un peu marginale, bénéficiant à chaque génération de nouveaux et éclectiques concours qui pouvaient selon les cas solliciter davantage les solidarités militantes ou celles de la recherche universitaire. Cette situation d'entre deux, d'intermédiaire, de confluence instable entre l'amitié et l'étude, la politique et la science, un peu en dehors de la mode et de ses retournements, ne serait-elle pas souvent la meilleure formule, en tout cas un gage de pérennité, pour les associations de mémoire et de recherche, dépositaires d'une part non négligeable de la culture historique ?

Notes

1. Madeleine REBÉRIOUX, « Histoire, historiens et dreyfusisme », dans *Revue historique*, n° 578, avril-juin 1976, pp. 407-432.
2. *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne*, mars-avril-mai 1903.
3. Georges RENARD, « Comment s'est formée notre Société ? » ou « Coup d'œil sur nos travaux futurs », dans *La Révolution de 1848*, t. I, 1904, pp. 11-21, « Historique de la Société », allocution au banquet du 25^e anniversaire, dans *La Révolution de 1848*, t. XXVI, 1929, pp. 272-275, et Papiers Georges Renard, Mémoires, Ms 2488, feuillets 389 et sq., BHVP (Bibliothèque historique de la ville de Paris).
4. Les « Papiers Georges Renard » sont conservés à la BHVP (Ms 2482 à 2627). Les « Mémoires » proprement dits vont de Ms 2485 à 2490. Ils sont suivis, pour la période postérieure à 1916, par un Journal (Ms 2491 à 2497). La propension de Renard à se placer en position d'autorité est notée aussi bien par Madeleine REBÉRIOUX, « La Revue socialiste », dans *Cahiers Georges Sorel*, n° 5, 1987, que par Christophe PROCHASSON, *Paris 1900, Essai d'histoire culturelle*, Calmann-Lévy, 1999, 348 p.
5. Christophe PROCHASSON, *Paris 1900*, ouv. cité ; Gilles CANDAR, « De la politique à la littérature ? La Petite République et la critique littéraire », dans *La littérature fin de siècle au crible de la presse quotidienne, Romantisme*, n° 121, juillet-septembre 2003, pp. 71-79 ; Madeleine REBÉRIOUX, « La Revue socialiste », art. cité.
6. Papiers Georges Renard, Mémoires, Ms 2489, BHVP
7. Madeleine REBÉRIOUX, « Le débat de 1903 : historiens et sociologues » dans Charles-Olivier CARBONELL et Georges LIVET [dir], *Au berceau des Annales*, Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques, 1983.
8. Papiers Georges Renard, Correspondance, Ms 2625, feuillets 224-225, BHVP.
9. *L'Idée de l'État. Sur l'histoire des théories politiques et sociales depuis la Révolution*, Paris, Hachette, 1895, plusieurs fois rééditée, en dernier lieu dans la collection « Corpus » chez Fayard (2003), est son ouvrage majeur. Voir Bruno ANTONINI, « Le retour de *L'Idée de l'État* », dans *Cahiers Jaurès*, n° 167-168, janvier-juin 2002.
10. Jacques GODECHOT, *Un jury pour la Révolution*, Paris, Robert Laffont, 1974, 379 p.
11. Papiers Georges Renard, Correspondance, Ms 2625, feuillet 226, BHVP.
12. La formule est de Georges Renard, « Historique de la Société », allocution au dîner du 25^e anniversaire, *La Révolution de 1848*, 1929, pp. 272-276.
13. Le comité d'initiative est composé de Aulard, Pierre Baudin (ancien ministre de Waldeck-Rousseau), Adolphe Carnot, Caron, Debidour, Ernest Denis, Maurice Faure, Gustave Geffroy,

Henry Michel, Georges Renard et Charles Schmidt. Les « hommes de science » y dominent, avec trois « politiques », tous apparentés à des personnalités de la Deuxième République.

14. Papiers Georges Renard, Mémoires, Ms 2488, feuillet 390, BHVP. Camille Bloch préside même un temps la Société d'histoire moderne.

15. Il est probable que la référence à cet « esprit démocratique » ait disparu au moment où la Société a obtenu son statut de société d'utilité publique (14 avril 1933). Elle est en tout cas absente des statuts actuels.

16. Edgar Quinet est alors une des plus fortes références du camp laïque. Voir ce qui fut sans doute le premier texte publié de Lucien FEBVRE, « Edgar Quinet », conférence devant la Ligue de l'Enseignement de Bar-le-Duc, dans *L'Indépendant de l'Est*, 15 février 1903.

17. Petit-fils donc de Lazare Carnot, fils d'Hippolyte, le ministre de l'Instruction publique de 1848, et le frère de Sadi, le président de la République assassiné. Voir Rosemonde SANSON, *L'Alliance Républicaine Démocratique. Une formation de centre (1901-1920)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, 562 p.

18. Papiers Georges Renard, La Société d'histoire de la révolution de 1848, Ms 2609, feuillet 399, BHVP.

19. « Le pauvre Henry Michel [...] ne devait pas me gêner longtemps » note sans trop d'aménité Renard dans ses souvenirs sur la Société (Ms 2609). Lui même fera preuve d'une belle santé jusqu'à sa mort en 1930, survenue à l'âge de 83 ans.

20. Christine PEYRARD et Michel VOVELLE [dir.], *Héritages de la Révolution française à la lumière de Jaurès*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2002, 194 p.

21. Sur Georges Goineau, collaborateur du *Socialisme à l'œuvre*, Cornély, 1907, patronné par Georges Renard et « ouvrage théorique du socialisme normalien », voir Christophe PROCHASSON, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre*, Paris, Le Seuil, 1993, 354 p. Sur Lebey, l'ami de Paul Valéry dont les archives sont conservées à l'Ours, voir Denis LEFEBVRE, *André Lebey, intellectuel et franc-maçon sous la Troisième République*, Paris, Éditions maçonniques de France, 1999, 127 p. Ses collaborateurs quittent plus ou moins vite Renard, Goineau devient directeur du personnel chez Schneider, Lebey passe à *La Revue socialiste* et devient député de Seine-et-Oise, Chazelas part en Afrique... Ils se retrouvent souvent auprès d'Albert Thomas, qui intègre à son équipe les anciens collaborateurs de Georges Renard.

22. Annette WIEVIORKA [dir.], *Justin Godart. Un homme dans son siècle (1871-1956)*, Paris, CNRS Éditions, 2004. L'ouvrage ne fait d'ailleurs aucune allusion à cet aspect des activités multiples de Justin Godart, XIV-261 p.

23. Ces banquets permettent des allocutions de personnalités autres que le président en exercice : prennent ainsi la parole Millerand, Dejean, directeur des Archives, Deschanel, président de la Chambre des députés, Dubost, président du Sénat. Leur tonalité est en règle générale davantage « politique » et tournée vers les questions d'actualité que celles, plus « historiques », des présidents de la Société. Il est à noter aussi que les trois hommes politiques évoqués ici ne se situent pas (ou ne se situent plus) très « à gauche » dans les débats de l'époque.

24. Papiers Georges Renard, La Société d'histoire de la révolution de 1848, Ms 2609.

25. En 1912, l'assemblée générale se tient amphithéâtre Michelet, ce qui ne modifie guère la portée symbolique du lieu choisi.

26. Madeleine REBÉRIOUX, « La Revue socialiste », art. cité.

27. Renard montre à l'occasion son souci d'appareil critique en publiant dans le *Bulletin de la Société* une plaquette de références bibliographiques refusées par l'éditeur Rouff en raison de leur longueur. Il est vrai qu'il s'agit là d'une autre question que celles de l'écriture de l'histoire ou des notes en bas de page.

Pour citer cet article

Référence électronique

Gilles Candar, « « Esprit démocratique », « esprit scientifique », et naissance de la Société d'histoire de la révolution de 1848 », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index945.html> ; DOI : 10.4000/rh19.945

À propos de l'auteur

Gilles Candar

professeur d'histoire (CPGE) au lycée Gabriel Guist'hau (Nantes)

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Résumé / Abstract

La naissance et les débuts de la Société d'histoire de la révolution de 1848 doivent se lire dans un double contexte : celui de la politique républicaine aux temps du Bloc des Gauches et celui de l'organisation de la recherche alors que se structure l'histoire comme discipline et activité scientifique. Dans l'un et l'autre cas, Henry Michel et Georges Renard représentent deux orientations proches, mais distinctes. La disparition rapide du premier laisse le second conduire à sa guise l'association et sa revue, insérées dans une sociabilité érudite, laïque et républicaine, dont la situation périphérique par rapport au monde universitaire comme aux grandes organisations politiques dominantes constitua sans doute aussi un gage de pérennité.

“Democratic Spirit”, “Scientific Spirit” and the Birth of the Société d'histoire de la Révolution de 1848

The birth and beginnings of the Société d'histoire de la révolution de 1848 should be studied in relation with a two-fold background: Republican politics in the times of the Bloc des gauches and the organisation of research at a time when history was being structured as a discipline and as scientific activity. In both cases, Henry Michel and Georges Renard represented two close, yet distinct orientations. The early death of the former allowed the latter to lead both the association and the review as he thought fit, within a learned, secular and republican sociability whose situation on the fringe both of the larger academic world and of the main political organisations no doubt also contributed to guarantee its longevity.

Licence portant sur le document : Tous droits réservés